Médiévales

Langues, Textes, Histoire

71 | automne 2016

Conflits et concurrence de normes

Raúl ESTANGÜI GÓMEZ, *Byzance face aux Ottomans. Exercice du pouvoir et contrôle du territoire sous les derniers Paléologues (milieu XIV^e-milieu XV^e siècle)*

Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, 665 p. (« Byzantina Sorbonensia », 28)

Benjamin Weber

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/7956>

DOI : 10.4000/medievales.7956

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 novembre 2016

Pagination : 189-192

ISBN : 978-2-84292-565-9

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Benjamin Weber, « Raúl ESTANGÜI GÓMEZ, *Byzance face aux Ottomans. Exercice du pouvoir et contrôle du territoire sous les derniers Paléologues (milieu XIV^e-milieu XV^e siècle)* », *Médiévales* [En ligne], 71 | automne 2016, mis en ligne le 29 novembre 2016, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/7956> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.7956>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Raúl ESTANGÜI GÓMEZ, *Byzance face aux Ottomans. Exercice du pouvoir et contrôle du territoire sous les derniers Paléologues (milieu XIV^e-milieu XV^e siècle)*

Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, 665 p. (« Byzantina Sorbonensia », 28)

Benjamin Weber

RÉFÉRENCE

Raúl ESTANGÜI GÓMEZ, *Byzance face aux Ottomans. Exercice du pouvoir et contrôle du territoire sous les derniers Paléologues (milieu XIV^e-milieu XV^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, 665 p. (« Byzantina Sorbonensia », 28).

- 1 Voilà maintenant plus d'un quart de siècle que les études byzantines ont corrigé la vision des derniers siècles de l'empire byzantin comme un « crépuscule », l'irréversible déclin d'un empire incapable de maîtriser son propre destin. De nombreux travaux ont révélé la vitalité culturelle, mais aussi religieuse, diplomatique ou économique du monde byzantin tardif. Cependant, tous les domaines n'ont pas été touchés de manière égale par cette relecture. Au contraire, les travaux sur l'importance des commerçants byzantins, leurs réseaux, influence et relations avec l'Occident ont eu tendance à plonger dans l'oubli les autres forces sociales. Au point de proposer une lecture de Constantinople aux XIV^e et XV^e siècles comme une cité-État, pendant grec des réalités génoises ou vénitiennes, dans laquelle les paysans, les grands propriétaires terriens ou l'administration impériale seraient absents ou ne joueraient aucun rôle significatif. En étudiant les campagnes byzantines et leur mode de gouvernement

durant le dernier siècle de l'empire, Raúl Estangüi Gómez apporte donc un rééquilibrage bienvenu. Il montre que la réduction de l'emprise territoriale byzantine n'a pas fait disparaître l'importance de ces catégories sociales dans le jeu économique et politique et que les ravages causés par les invasions, guerres civiles ou épidémies n'ont pas empêché la poursuite d'une politique concrète et réaliste de contrôle et de mise en valeur du territoire et des hommes par les derniers empereurs. Si ces thèses ne sont pas entièrement neuves – on pense en particulier aux travaux d'Éveline Patlagean ou Angeliki Laiou –, elles sont ici analysées et démontrées en détail grâce à l'apport d'une documentation assez peu exploitée : les actes de la pratique issus des archives des grands monastères de l'Athos que l'auteur participe par ailleurs à éditer. Croisé avec le point de vue des sources plus classiques – chroniques, discours, lettres, etc. –, l'ensemble forme une synthèse stimulante et solidement argumentée qui montre les capacités de l'État impérial à faire face aux crises nombreuses. L'ouvrage impose de repenser une causalité simpliste de l'histoire byzantine qui relie de manière systématique les défaites militaires à une crise de l'autorité politique.

- 2 Issu d'une thèse soutenue en 2012, l'ouvrage articule sa démonstration en trois parties thématiques, globalement centrées sur le contexte économique et social (*Un empire affaibli : les crises de la première moitié du XIV^e siècle*), sur les réactions politiques des empereurs et des aristocrates à l'avancée turque (*Actions et réactions face à la conquête ottomane*) et sur les structures administratives mises en place par les empereurs pour asseoir leur autorité malgré les difficultés (*Gouverner dans la tourmente : l'administration dans les provinces à l'époque impériale*). La longueur et la richesse de l'ouvrage empêche d'en détailler tous les apports ici ; on se limitera à résumer les thèses principales de chaque partie, en insistant sur les points qui semblent les plus novateurs.
- 3 Les cent dernières années de l'Empire byzantin sont indéniablement une période de crise, mais économique et sociale plus que politique. Les invasions étrangères et l'irruption de la peste provoquent une contraction des revenus fonciers renforcée par la fuite des grands propriétaires face à l'avancée turque en Anatolie. Cela entraîne de vives tensions au sein de l'aristocratie terrienne, structure portante de l'empire depuis le XI^e siècle au moins, qui expliquent bien mieux les guerres civiles que d'obscures querelles dynastiques. Au niveau central, cette situation ne provoque pas d'affaiblissement durable de l'État, et tend même à le renforcer. Privée de ses revenus terriens, l'aristocratie dépend de plus en plus étroitement de sa fidélité à l'empereur pour assurer sa position. En revanche, elle favorise une recomposition des pouvoirs locaux, une importance accrue des villes et une concentration accrue des propriétés foncières – au profit des propriétaires ecclésiastiques en particulier – comme de l'habitat rural.
- 4 L'invasion ottomane survient dans ce contexte tendu. Mais elle n'est pas, loin s'en faut, un processus linéaire et inéluctable de recul grec face à l'avancée turque. Une attention fine à la chronologie des interventions impériales repérables dans les actes de la pratique permet de préciser les phases et modalités de l'affrontement : à l'effondrement territorial lié aux conquêtes serbes, fait suite une restauration de l'autorité byzantine en Macédoine dans les années 1472-1473, remise en cause par les offensives de Bayezid Ier dix ans plus tard, avant que la défaite ottomane d'Ankara en 1402 ne permette un nouveau rétablissement de l'autorité byzantine, qui se maintient jusqu'au milieu des années 1420. L'attitude et l'action de l'État comme de l'aristocratie face aux Ottomans doit être comprise en lien avec cette alternance d'avancées et de

reculs, entre espoirs de maintien, résistance voire reconquête et tentations d'attitude plus conciliantes, voire de vassalisation ou de soumission. Les empereurs doivent gérer, conserver et parfois reconquérir un territoire certes réduit, mais qui reste conséquent dans certaines régions, notamment le Péloponnèse, les îles, la Chalcidique ou la Macédoine. Diverses mesures sont prises dans ce sens, notamment de « pronoiarisation », c'est-à-dire de confiscation de biens fonciers (monastiques surtout) pour les transformer en pronoiâ confiée à des soldats pour assurer la défense du territoire. Les désaccords sur l'attitude à tenir face aux Ottomans provoquent des résistances à la politique impériale ou favorisent divers coups d'État (d'Andronic IV en 1376 ou de Jean VII en 1390). Mais ils ne doivent pas être vus comme la conséquence de positionnements religieux (unionistes ou anti-unionistes) ou idéologiques (pro-Latins ou pro-Turcs) : ils dépendent de questions économiques, l'aristocratie voulant récupérer ses terres conquises par les Turcs ou, au contraire, espérant que l'arrêt des hostilités permette de profiter des quelques richesses foncières qui lui restent.

- 5 Les phases de restauration byzantines restent bien sûr des parenthèses. Mais elles permettent une lecture différente de la période, où l'autorité impériale ne se limite pas à subir des revers en tentant d'en limiter les conséquences. Au contraire, les empereurs développent une véritable politique de contrôle de leur territoire, au revers de l'image traditionnelle de l'émiettement du pouvoir. Les nombreux voyages des empereurs en particulier dans le Péloponnèse, à Thessalonique et dans les îles, montrent leur implication dans le gouvernement de ces terres et leur volonté de se rallier le soutien des aristocraties locales. À partir de 1410, la généralisation du système des despotats, confiés à des membres de la famille impériale, doit être interprétée comme un nouvel effort pour renforcer le contrôle de l'empereur sur les provinces. Le despotat n'empêche d'ailleurs pas la survie d'agents impériaux directement délégués : les gouverneurs conservent et même renforcent leur position, les fonctionnaires fiscaux sont souvent des proches de l'empereur, envoyés par lui pour un recensement et une collecte, et les juges généraux, nommés par l'empereur, représentaient les intérêts impériaux à travers tout l'empire et étaient même parfois utilisés comme ambassadeurs. Plusieurs indicateurs permettent de mesurer l'efficacité de ces velléités de contrôle des campagnes. La contestation du pouvoir impérial, importante au début du XIV^e siècle, est affaiblie par la conquête ottomane, sauf dans quelques cas très particuliers, certains milieux monastiques ou les aristocrates du Péloponnèse excédés par une fiscalité de guerre trop lourde. La fiscalité rurale sait se transformer pour s'adapter aux nouvelles conditions, notamment la généralisation de la gestion des grands domaines en faire-valoir direct. Enfin, l'État est capable de jouer un rôle actif dans le commerce des denrées agricoles, pour approvisionner les villes (Constantinople en premier lieu), mais aussi pour répondre à une demande occidentale croissante et favoriser ainsi l'émergence d'une classe marchande grecque, tout en accroissant les revenus de l'État par la taxation des échanges.
- 6 En s'achevant ainsi sur les activités commerciales avec l'Occident, sujet précisément étudié depuis plusieurs années, l'ouvrage ne se pose pas en opposition à l'historiographie récente mais en complément. Il montre combien ces évolutions doivent être comprises dans un contexte large, chronologique (remonter au milieu du XIV^e siècle), géographique (dépasser le cadre de Constantinople, voire Thessalonique) et thématique. Ce dernier point forme sans doute l'aspect le plus stimulant de l'ouvrage. En dépit d'un titre un peu réducteur (heureusement complété par un sous-titre explicite), le travail de R. Estangüi Gómez n'est pas un nouveau récit de la conquête de

l'empire par les Ottomans. Il s'agit d'une véritable histoire totale, qui met admirablement bien en valeur les liens nombreux et complexes qui unissent les questions militaires (invasions serbes et turques), politiques (guerres civiles), internationales (tendances pro-latines ou pro-turques), administratives (évolutions du personnel et de la fiscalité impériale), sociales (recomposition de l'aristocratie) et économiques (difficultés des campagnes, essor du grand commerce). Il offre un panorama complet de l'empire byzantin tardif définitivement débarrassé des clichés de décadence et d'incapacité politique de ses dirigeants. Les crises ne sont pas niées pour autant : elles servent même à expliquer les principales fluctuations et évolutions, offrant ainsi un cadre explicatif global aux événements complexes de cette période troublée et, en fin de compte, à la disparition de cet empire millénaire.

- 7 On pourra bien sûr discuter de certaines positions de fond : l'insuffisance de la prise en compte du biais lié à une documentation presque exclusivement monastique, la vision parfois un peu généraliste et volontariste d'une politique impériale qui n'était pas nécessairement si consciente et élaborée (en matière fiscale notamment), une volonté affichée de minimiser les innovations liées à la multiplication des influences extérieures (occidentales ou turques) au profit d'une continuité et de facteurs endogènes... De même, les spécialistes trouveront peut-être à argumenter sur certaines démonstrations de détail : la portée réelle des décrets de pronoiarisation, le statut des receveurs fiscaux ou l'importance de la fiscalité commerciale. Il s'agit là des risques inhérents à toute thèse qui propose des interprétations nouvelles, bien qu'elles demeurent ici toujours solidement démontrées par des références aux sources. L'existence même de ces reproches possibles prouve la richesse de l'ouvrage. Pourtant, cette force s'avère aussi sa principale – et en fin de compte sa seule véritable – faiblesse. La volonté d'offrir une vision globale de la période précisément argumentée conduit souvent l'auteur à de longs débats historiographiques et techniques, telles les vingt pages consacrées à une redéfinition du *proskathèménos* (un paysan employé en faire valoir direct). Ces développements sont utiles pour l'histoire des campagnes ou de l'administration byzantines et se justifient pleinement dans un travail de thèse. Mais ils allongent considérablement l'ouvrage qui en est issu et rendent sa lecture parfois un peu complexe, voire fastidieuse, sans que leur présence soit absolument nécessaire à la compréhension des positions de l'auteur. Cela risque de limiter l'audience de ce travail, ce qui serait dommage car ses enseignements dépassent, de très loin, le cercle étroit des spécialistes d'histoire rurale byzantine et gagneraient à être largement diffusés pour corriger la vision, bien souvent très simpliste, des derniers siècles de l'empire byzantin.